



**Arrêté DCPAT - 2025 - n° 266**

**portant mise en demeure de la société SIALE SAVEL**  
**à LA SEGUINIÈRE (49280)**  
installation d'abattage et de découpe de volailles soumise à autorisation

***Installations classées pour la protection de l'Environnement***

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

**VU** le Code de l'Environnement dans sa partie législative, livre I, titre 1<sup>er</sup> du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**VU** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 44 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 "abattage d'animaux" ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001 délivré à Monsieur le gérant de l'EURL SIALE pour l'exploitation d'une installation d'abattage et de découpe de volailles située au lieu-dit "Le Joli Bois" sur la commune de LA SEGUINIÈRE ;

**VU** le rapport référencé 2024\_10\_15 Rapport Inspection SIALE SAVEL en date du 30 janvier 2025 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

**VU** le courrier de rappel réglementaire adressé le 30 janvier 2025 à la société SIALE SAVEL qui précise qu'un délai de 10 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

**CONSIDÉRANT** que le contrôle réalisé le 15 octobre 2024 en présence de l'exploitant a mis en

évidence :

1/ Des modifications apportées à l'installation, sans notification préalable ni autorisation préalable du préfet de Maine-et-Loire, à savoir :

- la création d'une installation de production de froid (« refroidisseur CTA ») déjà constatée lors du précédent contrôle en date du 24 août 2023 objet du rapport du 25 octobre 2023 ;
- des modifications des installations de traitement des eaux résiduaires, à savoir le comblement d'un bassin dégradé et la création d'un nouveau bassin d'aération de taille supérieure en contrebas de l'installation, sur une partie de parcelle destinée initialement à un usage agricole (épandage des boues) ;

2/ L'absence de consigne décrivant les dispositifs à mettre en œuvre pour permettre d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement ; ainsi que l'absence de connaissance d'un tel dispositif par une partie des cadres de l'installation participant au contrôle ;

3/ Le non-respect des prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets d'eaux usées traitées, avec des dépassements des volumes d'eau rejetés et des flux de phosphore rejetés ;

**CONSIDÉRANT** que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001 autorisant le fonctionnement de l'établissement SIALE à LA SÉGUINIÈRE est rédigé comme suit : *« Tout projet de modification des ateliers ou des installations, de leur mode de fonctionnement ou de leur voisinage, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de Maine et Loire. »*

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001 autorisant le fonctionnement de l'établissement SIALE à LA SÉGUINIÈRE prévoit que des consignes soient établies pour définir la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

**CONSIDÉRANT** que l'article 6.2.4.3 de l'arrêté préfectoral D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001 autorisant le fonctionnement de l'établissement SIALE à LA SÉGUINIÈRE prévoit les paramètres de rejets notamment les volumes d'eau et les flux de phosphore rejetés ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine et que le délai fixé est suffisant pour :

1/ transmettre au Préfet un rapport à connaissance détaillant les travaux réalisés dans le cadre de la création de la nouvelle installation de production de froid et des modifications apportées à l'installation de traitement des eaux usées, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour justifier du respect des prescriptions nationales et préfectorales applicables à l'installation ;

2/ rédiger et transmettre au préfet une consigne décrivant les dispositifs à mettre en œuvre pour permettre d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Les modalités d'information des personnels en charge de mettre en œuvre ces consignes sont décrites ;

3/ respecter les prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets d'eaux usées traitées au milieu naturel, en volume d'eaux rejetées ainsi qu'en flux de phosphore rejetés.

**CONSIDÉRANT** que la réponse de l'exploitant, par courrier en date du 19 février 2025, n'apporte pas d'élément susceptible de modifier la décision ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R Ê T E

**Article 1<sup>er</sup>** – La société SIALE SAVEL au lieu-dit "Le Bois Joli", située à La Séguinière (49280) est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2001-n° 872 ter du 2 novembre 2001, dans un délai de 6 mois :

- l'article 6.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2001 susvisé, qui fixe les conditions de rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel et notamment impose le respect d'un débit journalier de pointe à hauteur de 260 m<sup>3</sup> /jour.
- l'article 6.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2001 susvisé, qui fixe les conditions de rejets des eaux résiduaires dans le milieu naturel et notamment impose le respect d'une concentration maximale journalière de 5 mg /l et un flux journalier maximal de 1,3 kg /j pour les rejets en phosphore.

**Article 2** - La société SIALE SAVEL au lieu-dit "Le Bois Joli", située à La Séguinière (49280) est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 qui prévoit que :

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

**Article 3** - La société SIALE SAVEL au lieu-dit "Le Bois Joli", située à La Séguinière (49280) est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois, les prescriptions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement qui prévoit que toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être porté à la connaissance du préfet. Il est attendu que l'exploitant dépose un porter à connaissance en préfecture, concernant les modifications apportées aux installations de production de froid ainsi qu'à l'installation de traitement des eaux résiduaires, avec tous les éléments d'appréciation qui permettent d'évaluer les dangers et éventuels inconvénients des modifications apportées.

**Article 4** - En cas d'inobservation des présentes dispositions, l'exploitant encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 alinéa II points 1°, 2°, 3° et 4° du Code de l'Environnement (consignation, exécution d'office, suspension, paiement amende ou astreinte administrative), sans préjudice des suites pénales éventuelles.

**Article 5** - Le présent arrêté est notifié à la société SIALE SAVEL par courrier recommandé avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de La Séguinière(49280) et peut y être consultée.

**Article 6** - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une

décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formée contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application TÉLÉRECOURS CITOYENS accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

**Article 7** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 8** - Le Secrétaire général de la Préfecture, la sous-préfète de Cholet, le maire de La Séguinière, la Colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le – 6 MARS 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général de la Préfecture,

Emmanuel LEROY